









## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Maître d'ouvrage**  
**Direction Départementale des Finances Publiques**  
**1, rue Talot – BP 84112**  
**49041 ANGERS cedex 1**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**  
**Réaménagement des niveaux 1, 2 et 3 du bâtiment D de la Cité administrative**  
**d'Angers**

<b>1 OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
<b>2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
<b>3 PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX.....</b>	<b>9</b>
<b>4 REGLEMENTS DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
<b>5 RETENUE DE GARANTIE.....</b>	<b>13</b>
<b>6 AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT.....</b>	<b>13</b>
<b>7 DELAIS D’EXECUTION.....</b>	<b>14</b>
<b>8 PREPARATION - ORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>18</b>
<b>9 CONTROLE DE RECEPTION DE TRAVAUX.....</b>	<b>19</b>
<b>10 CLAUSES DE REEXAMEN.....</b>	<b>22</b>
<b>11 CLAUSES SOCIALES.....</b>	<b>23</b>
<b>12 CLAUSE BEGES : COMMUNICATION DU BILAN D’ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIÉ DU TITULAIRE.....</b>	<b>23</b>
<b>13 CESSION-NANTISSEMENT.....</b>	<b>24</b>
<b>14 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....</b>	<b>24</b>
<b>15 DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>25</b>
<b>16 REGLEMENT DES LITIGES – PROCEDURES CONTENTIEUSES – ARBITRAGE.....</b>	<b>25</b>
<b>17 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>25</b>

## ELEMENTS CLES DU CONTRAT

CONSTRUCTION DU COMPLEXE SPORTIF	
	<b>MAITRE D'OUVRAGE</b> <b>Direction Départementale des Finances Publiques</b> <b>1, rue Talot -BP 84112</b> <b>49 041 ANGERS cedex 1</b>
	<b>TYPE DE PROCEDURE</b> <b>Marché à Procédure adaptée</b> Marché ordinaire
	<b>LIEU : Angers</b> <b>DATE : 2ème semestre 2025 DUREE : 19 mois</b>
	09 lots
	<b>TRANCHES ET OPTIONS : Tranche ferme uniquement. Variante/PSE à chiffrer obligatoirement – offre de base obligatoire</b>
	Éléments de développement durable, de type social et environnemental.
	<b>ANALYSE</b> Critère prix : 40 points Critère valeur technique : 50 points Critère social et environnemental : 10 points
	<b>PRIX REVISABLES</b> <b>AVANCE : 5 % RETENUE DE GARANTIE</b>

# 1 OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 OBJET DU MARCHE-EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concerne :

**Réaménagement des niveaux 1, 2 et 3 du bâtiment D de la Cité administrative d'Angers**

## 1.2 DISPOSITIONS GENERALES

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## 1.3 MAITRE D'OUVRAGE

**Direction Départementale des Finances Publiques**  
**1, rue Talot – BP 84112**  
**49041 ANGERS cedex 1**

Courriels : christophe.grevin@dgfip.finances.gouv.fr ; marie.mainguy-kowalczyk@dgfip.finances.gouv.fr

Le représentant du maître d'ouvrage est :

Direction des Finances Publiques du Maine et Loire  
Représenté par Marielle Cénac  
Inspectrice Divisionnaire des Finances  
Bureau du Budget de l'Immobilier et de la Logistique

## 1.4 TYPE DE PROCEDURE

La présente consultation ouverte est organisée selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et R2123-1 à -8 du code de la commande publique. C'est un marché ordinaire.

## 1.5 REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

## 1.6 DECOMPOSITION DU MARCHE

Ce marché se décompose en 09 lots

Lot 1	Déconstruction - désamiantage
Lot 2	Menuiserie intérieure bois
Lot 3	Cloisons sèches
Lot 4	Faux plafonds
Lot 5	Sols collés
Lot 6	Peinture
Lot 7	Electricité
Lot 8	Plomberie sanitaire – Chauffage - Ventilation
Lot 9	Nettoyage

Le marché ne comporte qu'une unique tranche ferme, pas de tranches optionnelles.

Les variantes à l'initiative des entreprises ne sont pas autorisées. Les candidats devront obligatoirement présenter une offre de base et les variantes et PSE demandées par le maître d'ouvrage.

## 1.7 MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

<b>SARL VIGNAULT &amp; FAURE</b> <b>Architecte - mandataire</b> 25, rue Louis Lumière 44000 NANTES	<b>ECB</b> 10 rue de la Communauté PA de la Forêt 44140 LE BIGNON
	<b>ISOCRATE</b> <b>Fluides</b> 6 rue des Sassafras 44300 Nantes

## 1.8 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER

La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier est assurée par la maîtrise d'œuvre.

## 1.9 CONTROLE TECHNIQUE

Cette mission est assurée par APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION – Rue Charles Lacretelle – CS 27189 – 49071 BEAUCOUZE

Les missions suivantes lui sont confiées :

MISSIONS	DESCRIPTIONS	PORTE PAR CONTRAT
<b>Mission L</b>	Relative à la solidité des voiries et réseaux divers privatifs, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que pour les bâtiments des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages	X
<b>Mission SH,</b>	Relatives à la sécurité des personnes dans les habitations, les ERP et IGH, les bâtiments tertiaires et industriels.	X

<b>SEI ou STI</b>		
<b>Mission LP</b>	Intègre la mission « L » ; en outre elle s'étend à la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages ci-dessus (les cloisons, par exemple).	
<b>Mission LE</b>	Vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes	X
<b>Mission AV</b>	Vise la stabilité des constructions avoisinantes. Le contrôleur vérifie que la réalisation de fondations et d'infrastructures de l'ouvrage neuf ne compromet pas la stabilité des constructions avoisinantes impactées par les travaux.	
<b>Mission PH</b>	Relative à l'isolation acoustique des bâtiments	
<b>Mission TH</b>	Relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie	
<b>Mission HAND, Brd</b>	Relatives au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées et des brancards	
<b>Mission ATT HAND</b>	Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées, en fin de travaux	X
<b>Mission GTB</b>	Complète les missions sécurité et fonctionnement et porte sur le système de gestion technique du bâtiment.	
<b>Mission F</b>	Relative au fonctionnement des installations	
<b>Mission ENV</b>	Complète les missions sécurité dans les installations classées pour la protection de l'environnement (risques d'incendie ou d'explosion).	
<b>Mission HYSh ou HYSa</b>	Missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...	
<b>Mission CABL</b>	Concerne la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles.	
<b>Mission CD,</b>	Relative au comportement dynamique des supports de machines, notamment lorsque leurs déplacements successifs sont susceptibles d'affecter le fonctionnement des machines ou la résistance des structures supports	
<b>Mission PV</b>	Relative au récolement des procès-verbaux.	
<b>Mission PS</b>	Relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.	
<b>Mission VIEL</b>	Vérification initiale des installations électriques	
<b>CONSUEL</b>	Vérification avant mise sous tension des installations électriques	

## 1.10 COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Cette mission est assurée par COPLAN  
5, rue du Haut Bourg – 49700 TUFFALUN

### 1.11 SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique, et en complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur, avant toute intervention sur le site.

A cet effet, il présentera le cadre spécial de sous-traitance (DC4 ou équivalent), dûment complété et signé en y joignant les pièces suivantes :

- ❖ Une déclaration du candidat ou DC2 ou équivalent, complété, daté et signé,
- ❖ Le cas échéant, les attestations sur l'honneur
- ❖ un engagement de s'assurer pour les travaux ou prestations sous-traités en désignant la compagnie d'assurances,

- ❖ un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) ou un relevé d'identité postal (R.I.P.) pour les virements,
- ❖ le numéro SIREN (numéro unique d'identification) en lieu et place du KBIS

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

Il est rappelé conformément à l'article 3.6.1.5 du CCAG que le titulaire sera tenu sur demande de l'acheteur de transmettre sans réserve le contrat signé de tout sous-traitant quel que soit son rang.

En cas de non-respect des dispositions rappelées ci-avant, le titulaire pourra voir son contrat résilié pour faute conformément aux dispositions de l'article : Résiliation du marché aux torts du titulaire du présent CCAP.

**Il serait apprécié que le sous-traitant soit désigné au moment du dépôt de l'offre, il doit être en conformité avec les critères d'attribution imposés au candidat principal.**

## 1.12 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AUX TITULAIRES

L'article 3.8 du CCAG-Travaux est applicable. Il est complété comme suit :

- Les notifications et certaines communications au titulaire sont notifiées par ordre de service datés et numérotés. Le titulaire en accuse réception datée.
- Les notifications et communications pourront être transmises par courrier électronique ou via le profil acheteur du maître d'ouvrage. Pourront être transmis ainsi, les lettres, les ordres de service, les notes d'observations et les mentions de visa des documents, la date automatiquement enregistrée dans la boîte d'envoi est retenue comme date de notification ou de remise de la communication, à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés, jours chômés et des heures réputées non travaillées, pour lesquels la date de validité est le jour ouvrable qui suit.

Il est à noter que, conformément à l'article 3.1 du CCAG 2021, le titulaire est présumé en avoir pris connaissance, même s'il n'a pas téléchargé le document déposé sur le profil acheteur, ou envoyé par mail depuis au moins huit jours.

## 1.13 ORDRES DE SERVICE

Le maître d'œuvre émet les ordres de service (OS). Le titulaire en accuse réception datée.

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG travaux, la maîtrise d'œuvre ne peut notifier sans validation préalable du maître d'ouvrage des ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, en particulier des ordres de services relatifs à

- La modification du programme initial entraînant une modification du projet ;
- La notification de la date de commencement des travaux ;
- La notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- La notification de l'affermissement d'une tranche optionnelle ; sans avoir, au préalable, recueilli l'accord écrit du maître d'ouvrage qui sera joint à l'ordre de service.

## 1.14 REUNION DE COORDINATION ET DE CHANTIER

Les réunions de chantier se dérouleront **de manière hebdomadaire**, et ce, dès le démarrage du marché.

Ces réunions seront animées par le Maître d'œuvre et auront pour objet de suivre l'avancement technique et contractuel du marché, des études, de la réalisation, des essais et des opérations préalables à la réception.

La présence de représentants qualifiés du titulaire, de ses cotraitants, et de ses sous-traitants est obligatoire. Par ailleurs, le maître d'œuvre pourra convoquer le titulaire à toute autre réunion qu'il jugerait nécessaire.

### 1.15 REALISATION DE MARCHES SUPPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de conclure des marchés de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire, au titre du présent marché. Le montant prévisionnel du présent marché doit avoir incorporé ces éventuelles prestations similaires.

### 1.16 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Les règles d'hygiène et sécurité des chantiers seront conformes aux prescriptions de l'article 31-4 du CCAG Travaux.

## 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux, **les pièces contractuelles** prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes (CCAP Clause d'insertion)
- cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes les plans architectes et BET
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)
- le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- les rapports de repérage et diagnostics amiante

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) : seuls les prix sont contractuels
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics, annexé à l'arrêté du 31 mars 2021 : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ainsi que toutes les normes ou règles de l'art applicables
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- Le cadre de mémoire technique du candidat.
- Le planning d'exécution

Les pièces générales mentionnées ci-dessus bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Le titulaire se conformera, en cours d'exécution du marché, aux éventuelles évolutions des documents généraux cités dans le présent article ou dans le CCTP.

Le titulaire doit sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge. Toutefois, à l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il



prévoit d'adopter.

Ce mémoire technique, ainsi que les éventuels compléments ou précisions apportés au cours de la procédure de passation ou dans le cadre des négociations, constituent un engagement unilatéral du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra à tout moment exiger qu'il les respecte en toutes ses dispositions. En revanche, s'agissant d'un engagement unilatéral, il ne confère aucun droit au titulaire qui ne pourra donc élever aucune réclamation au motif que pour exécuter ses obligations contractuelles, il devrait mobiliser des moyens ou retenir des méthodes différentes et le cas échéant, plus coûteux par rapport à ceux qu'il avait prévus au sein de son mémoire technique.

### 3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX

#### 3.1 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Ils sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

#### 3.2 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants payés directement. La déclaration de sous-traitance (DC4) indique ce qui doit être réglé respectivement :
- au titulaire et à ses sous-traitants payés directement.

#### 3.3 NATURE DES PRIX

Le marché est conclu sur la base d'une décomposition du prix global et forfaitaire.

#### 3.4 VARIATION DANS LES PRIX

##### 3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **de la date limite de remise des offres** qui définit le mois zéro (M0). Il est fixé par le maître d'ouvrage à la page 1 de l'acte d'engagement.

##### 3.4.2 Type de variation des prix

Les prix sont révisables, suivant les modalités fixées aux articles suivants du présent document.

##### 3.4.3 Choix des index de référence

Les index de référence I, choisis en raison de leur structure pour la révision des prix faisant l'objet du marché sont les suivants :

Lots	Désignation	Index
Lot 1	Déconstruction désamiantage	BT 1
Lot 2	Menuiserie intérieure en bois	BT 18 a
Lot 3	Cloisons sèches	BT 08
Lot 4	Faux plafonds	BT 08
Lot 5	Sols collés Faïence	BT 10
Lot 6	Peinture	BT 46
Lot 7	Electricité	BT 47
Lot 8	Plomberie sanitaire chauffage ventilation	BT 40 % sur BT 38 (Plomberie sanitaires) et 60 % sur BT 40 (chauffage central)
Lot 9	Nettoyage	BT 01

Les index sont publiés par l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics.

#### 3.4.4 Modalités de variation de prix

Les prix seront révisés à chaque situation présentée par l'entreprise.

Le calcul est le suivant :  $P = P_0 \times (0.15 + (0.85 \times (I_{dn}/I_{do})))$  selon les dispositions suivantes :

- P = Prix révisé HT de la situation mensuelle
- P<sub>0</sub> = Prix initial HT
- I<sub>dn</sub> = valeur de l'index au premier jour du mois d'exécution des travaux\*
- I<sub>do</sub> = valeur de l'index au mois 0

\*La valeur de l'index est celle du site de l'INSEE au mois « n » de la date d'application de la révision (date de l'acompte/de la situation).

La révision est calculée avec l'index du mois précédent si l'index du mois « n » n'est pas connu et elle est provisoire jusqu'à la publication de l'index concerné.

Les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

En cas de passation d'un avenant, les prix sont réputés établis sur le mois m<sub>0</sub> du contrat initial et feront l'objet d'une application des clauses de variation de prix.

### 3.5 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

La personne responsable du marché pourra notifier à l'entrepreneur « une décision de poursuivre » les travaux du présent marché lorsque la masse de travaux exécutés a atteint la masse initiale en application des dispositions de l'article 14.2.1 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article 14.4 du CCAG travaux, l'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG, l'entrepreneur ne peut poursuivre les travaux sans un ordre exprès de poursuite des travaux ; l'ordre de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG, l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire, quelle que soit la masse des travaux.

## 4 REGLEMENTS DES COMPTES

Les règlements sont effectués par le maître d'ouvrage, sur présentation par le Titulaire des projets de décompte selon les clauses de l'article 12 du C.C.A.G. Travaux précisées ou modifiées comme suit :

#### 4.1 DEMANDES DE PAIEMENT

Le projet de décompte mensuel sera établi par le titulaire par opération ainsi qu'en globalité pour le marché.

Toute demande de paiement devra être adressée à :

**SARL VIGNAULT & FAURE**  
**Architecte - mandataire 25, rue Louis Lumière 44000 NANTES**  
**N° SIRET : 501 708 879 00033**

#### 4.2 FACTURATION ELECTRONIQUE

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation CHORUS PRO.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la collectivité la rejette après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail.

#### 4.3 DEMANDE DE PAIEMENT D'ACOMPTE/PROJET DE DECOMPT

Le paiement à hauteur de 100 % des sommes dues au titre du marché, ne pourra intervenir qu'à l'issue de la signature, par le représentant du pouvoir adjudicateur et du titulaire, du procès-verbal de réception des travaux et de la levée de l'ensemble des réserves.

Toute demande de paiement préalable à la réception des travaux ne pourra être réglée à plus de 95% (hors retenue de garantie) du montant contractuel.

#### 4.4 DEMANDE DE PAIEMENT FINALE

Le titulaire établit et transmet au maître d'œuvre son projet de décompte final conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que le projet de décompte final ne pourra être transmis au maître d'ouvrage qu'après la levée complète de toutes les réserves figurant au procès-verbal de réception.

#### 4.5 DECOMPT GENERAL

Les stipulations de l'article 12.4 du C.C.A.G. travaux sont applicables.

Sauf l'article 12.4.4, par dérogation, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas décompte général et définitif en cas de retard de notification par le maître d'ouvrage.

#### 4.6 REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations sont réglées mensuellement sur constat d'exécution du maître d'œuvre au fur et à mesure de leur réalisation.

#### 4.7 DELAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Il est rappelé qu'il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de sa demande de paiement. Les prestations seront rémunérées par virement bancaire au compte renseigné à l'Acte d'Engagement.

#### 4.8 INTERETS MORATOIRES

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires au taux légal en vigueur majoré de huit points ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à 40 euros (Code de la commande publique).

#### 4.9 SUSPENSION DU DELAI DE PAIEMENT

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

A compter de la réception de justifications demandées, un nouveau délai global est ouvert : il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

#### 4.10 PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS- TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de co-traitance : La signature du projet de décompte par le mandataire du groupement vaut, pour chaque cotraitant solidaire acceptation du montant d'acompte ou de solde à payer et seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées complétées ou rectifiées par lui ou une attestation de paiement directe établie par le titulaire du marché. Ainsi, les demandes doivent présenter :

- une facture libellée au nom du donneur d'ordres sur laquelle sera apposée
  - la mention bon pour paiement ;
  - date, signature et qualité du signataire du donneur d'ordres.

- Une demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage.

## 5 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % du montant TTC du marché sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou une moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, ce taux ne peut être supérieur à 3 % (article R.2191-33). Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré ou garanti ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

## 6 AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT

### 6.1 AVANCE

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 Euros HT.

Son versement est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire et son ou ses sous-traitants.

**Conformément à l'article 10.1 du CCAG travaux, l'option B s'applique dans le présent marché pour fixer le montant de l'avance.**

Si le délai N d'exécution exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant en prix de base est égal à 5% du montant initial TTC. Il est égal au produit de ces 5 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

### 6.2 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Conformément à l'article R.2191-9 du Code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera opéré en intégralité lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise ou approvisionnements) figurant aux décomptes mensuels, atteint 65% du montant des travaux.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

### 6.3 SOUS-TRAITANTS

Une avance peut être versée au sous-traitant de premier rang, sauf indication contraire dans l'acte spécial de sous-traitance, lorsque le montant des travaux dont il est chargé est au moins égal au seuil fixé par le

Code de la commande publique pour le versement de l'avance (50.000€ HT).

Le versement de cette avance doit être de 5% du montant TTC des travaux sous-traités au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution.

Le remboursement est effectué par précompte sur les sommes dues aux sous-traitants à titre d'acompte ou de solde, entre 65% et 80% d'avancement des prestations sous-traités.

## 6.4 MODALITES DE PAIEMENT

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Toutefois, le titulaire et son ou ses sous-traitants doivent justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette ou ces garanties.

# 7 DELAIS D'EXECUTION

## 7.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

### 7.1.1 Délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### 7.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

Les dispositions de l'article 28.2 et suivants du CCAG sont applicables.

Par ailleurs, il est rappelé que le calendrier détaillé d'exécution met en évidence :

- Les tâches à accomplir pour exécuter l'ensemble des ouvrages et l'enchaînement de ces tâches, y compris toutes les tâches amont nécessaires au bon déroulement du calendrier (études d'exécution, plans de phasage, agréments et commandes de matériaux...);
- La durée et la date probable de départ des délais partiels correspondants aux interventions successives des entreprises sur le chantier en fonction des dates de mise à disposition des emprises ou des sites.
- Pour chacune des tâches, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution ;
- Les tâches qui conditionnent le délai global d'exécution.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des modifications au calendrier d'exécution des travaux et, par conséquent, à la durée des travaux de chaque tâche particulière. Le titulaire est alors tenu de prendre en compte et respecter ces modifications sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution qui lui sont notifiés dans le calendrier d'exécution des travaux hors période de congés annuels.

Le titulaire ne peut par ailleurs prétendre remettre en cause des délais du calendrier d'exécution des travaux si en cours d'exécution il signale au maître d'ouvrage une erreur ou omission figurant dans un document dont il a pu prendre connaissance avant la signature du marché et qu'il est donc réputé connaître.

Une fois établi et notifié, c'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par le maître d'ouvrage. Cette mise à jour ne saurait constituer une modification des engagements contractuels des délais initiaux pesant sur le titulaire.

## 7.2 DECOMPTES DES JOURNEES D'INTEMPERIES

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 0.5 jour/mois sur le délai d'exécution précisé à l'acte d'engagement.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution

des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'ouvrage) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Précipitations moyennes sur 2 jours consécutifs	20mm d'eau par jour OU 40mm de neige par jour (2 journées d'intempéries décomptées)
Précipitations cumulées sur 1 journée	Egale ou supérieures à 50mm de pluie OU à 100mm de neige
Température de mise en œuvre d'enrobé ou de revêtement	Ambiante : inférieure ou égale 5°C Support de répannage : inférieure ou égale à 5°C
Température pour mise en œuvre de béton de ciment	Inférieure ou égale à 5°C OU supérieure à 35°C
Vent	Supérieur à 70 km/h pendant 4h sur une journée

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du chantier.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG.

## 7.3 PENALITES POUR RETARD, ABSENCES

### 7.3.1 Dispositions générales

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Leur montant est cumulable et n'est pas plafonné.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Que les retards soient le fait du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, les pénalités seront retenues intégralement sur les sommes qui sont dues au titulaire du marché.

Toujours par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux 2021, les pénalités appliquées seront celles décrites ci-après. Pour tout retard ou faute du titulaire non décrits dans le présent document, il sera fait application des dispositions du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.4 CCAG-Travaux 2021, et sauf mention contraire précisée dans les conditions d'application des pénalités, ces dernières seront appliquées dès constatation de l'infraction et sans dialogue contradictoire.

S'il est constaté qu'une mission/prestation en cours d'exécution est susceptible de conduire à l'application de pénalités, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître d'ouvrage. Ces retenues sont restituées, ou transformées en pénalités définitives, à la fin de la mission/prestation correspondante.

A cette fin, le maître d'ouvrage pourra notamment se fonder sur le respect du calendrier détaillé d'exécution pour motiver la mise en place de pénalités provisoires.

### 7.3.2 Pénalités pour retard d'exécution

En cas de non-respect du délai global d'exécution et/ou des délais partiels et/ou des délais jalons mentionnés à l'acte d'engagement et au présent CCAP, le titulaire se verra appliquer des pénalités suivantes : **300 € TTC** par jour calendaire de retard.

De plus, le titulaire est informé que toutes les incidences financières suite à un retard directement imputable au manquement du titulaire, notamment les incidences sur d'autres lots, lui seront répercutées.

Les pénalités relatives aux délais partiels pourront être remises par décision du maître d'ouvrage si le titulaire réalise l'ensemble des prestations à l'intérieur du délai global d'exécution, et pour autant que les retards sur les délais partiels n'aient pas causé de préjudice financier au maître d'ouvrage.

### 7.3.3 Pénalités diverses

#### 7.3.3.1 Absences aux réunions ou convocations

Le titulaire convoqué/convié à une réunion est tenu d'y participer. En cas d'absence non justifiée, de justification non acceptée par le maître d'œuvre ou en cas de refus de participation à une réunion, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **200 € (DEUX CENT EUROS)**. Tout retard de plus d'un quart d'heure non justifié sera considéré comme une absence.

#### 7.3.3.2 Sous-traitance non déclarée

Le constat d'intervention d'un sous-traitant non déclaré à la maîtrise d'ouvrage donnera lieu à l'application d'une pénalité de TROIS CENT EUROS (300 €) par jour avéré d'activité.

#### 7.3.3.3 Documents à livrer par l'Entrepreneur et délais de remise des documents

Le tableau ci-après présente une liste non limitative des documents à établir par l'entrepreneur et leur délai de remise et de visa.

Désignation des opérations	Délai (jours calendaires)	Point de départ	Pénalité par jour calendaire de retard
Planning détaillé d'exécution des études et des travaux (le cas échéant par secteur concerné) avec phasage détaillé et délais d'approvisionnement	30 jours	Démarrage de la période de préparation	250 €
Notes et Plans des installations de chantier	30 jours	Démarrage de la période de préparation	100 €
Plans et procédures d'exécution, notes de calculs et études de détail	30 jours	Démarrage de la période de préparation	150 €
Propositions pour agrément des fournitures envisagées (matériels et matériaux)	30 jours	Démarrage de la période de préparation	150 €
Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ)	30 jours	Démarrage de la période de préparation	300 €
Plan de Respect de l'Environnement (PRE)	30 jours	Démarrage de la période de préparation	300 €
Documents fournis post exécution (notices techniques, documentation de maintenance, documentation nécessaire au DUIO, ...) et Dossiers des Ouvrages Exécutés	30 jours	Date fixée par le constat d'OPR (EXE 4 ou équivalent)	500 €

\* Le caractère incomplet de livraison de documents ou d'achèvement des travaux sera assimilé à un défaut de production.

#### 7.3.3.4 Signalisation, nettoyage des abords du chantier et des voies de circulation utilisées par le chantier et accès des riverains

La signalisation directionnelle provisoire (temporaire), la signalisation de chantier, le nettoyage des abords du chantier et des voies de circulation utilisées par le chantier devront être réalisés régulièrement par l'entreprise, afin qu'ils ne présentent aucun risque pour la circulation publique et pour le chantier.

Le titulaire devra maintenir, quelques soient les travaux et phasages, les accès aux immeubles, édifices,



propriétés riveraines, zones de livraisons, aménagement piétons et platelages transversaux durant toute la période du chantier dans des conditions maximales de sécurité.

Si un élément de clôture, de signalisation ou de déviation liée au chantier est détérioré et n'assure plus de ce fait sa fonction ; le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entrepreneur une injonction pour sa réparation ou son remplacement, en fixant un délai en fonction du danger.

Si l'entrepreneur ne se conforme pas à ses obligations, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre se réserve le droit d'intervenir ou faire intervenir un prestataire extérieur, aux frais de l'entreprise, par retenue sur le montant des travaux qui lui sont dus, et d'appliquer une pénalité de **DEUX CENT CINQUANTE EUROS (250€)** par jour calendaire.

Cette pénalité sera applicable dans le cas où des précautions particulières n'auront pas été prises par le titulaire sur les ouvrages

#### *7.3.3.5 Pénalités en cas de travail dissimulé*

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 1 000 €, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant TTC du marché.

#### *7.3.3.6 Respect de l'environnement*

Des pénalités seront appliquées pour les infractions suivantes aux sujétions et prescriptions liées au respect de l'environnement :

- Vidange sauvage effectuée directement sur le sol – par vidange sauvage. 2 000 €

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Les frais éventuels de décontamination, de remise en état ou d'indemnisation des tiers sont à la charge du titulaire du marché.

#### *7.3.3.7 Entrave à la circulation publique*

En cas d'entrave à la circulation publique telle que stationnement pour des livraisons diverses par un fournisseur, sous-traitant ou cotraitant, suppression d'un cheminement piéton, fermeture d'une rue, réduction du nombre de voies de circulation, etc..., il sera appliqué une pénalité de 500€ par événement constaté.

#### *7.3.3.8 Gestion des déchets de chantier*

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets de chantier (récupération, tri, brûlage,

...), l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19.2.4. du CCAG, une pénalité fixée à 1000 € par infraction constatée.

En cas de non-utilisation ou de mauvaise utilisation des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, une pénalité fixée à 500 € par infraction constatée.

#### *7.3.3.9 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Dans ce dernier cas, à la fin des travaux, l'entrepreneur devra, dans le délai de 10 jours calendaires à compter de la date de la notification de la décision de réception et de clôture du chantier avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice de l'application de la pénalité prévue à l'article 7.3.3.2.

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de maintenir toute ou partie des installations de chantier, au-delà du délai d'exécution correspondant au marché, pour les mettre à disposition d'autres entreprises.

Les modalités de règlements seront alors fixées d'un commun accord entre toutes les parties.

#### *7.3.3.10 Pénalités pour retard dans les levées des réserves prononcées au moment de la réception.*

Si le titulaire n'a pas remédié dans le délai fixé dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception à la levée de toutes les réserves indiquées dans ce dernier, des pénalités par jour calendaire de retard fixée à 300 €, seront appliquées jusqu'à la date d'achèvement de reprise des réserves même si le maître de l'ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du CCAG.

#### *7.3.3.11 Pénalités pour non-respect de la communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé*

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 100€ est appliquée par jour de retard.

#### *7.3.3.12 Pénalités liées à la Clause d'Insertion Professionnelle*

Sauf exceptions mentionnées dans l'article V du CCAP Clause insertion professionnelle spécifique, le non-respect de la mise en œuvre d'une action d'insertion constitue une violation de l'engagement de l'entreprise titulaire. La personne publique contractante appliquera des pénalités (P) selon la formule suivante :

**P = 45 euros x nombre d'heures d'insertion non réalisées.**

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas l'entreprise titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion professionnelle. Bien qu'elle puisse partager une partie de l'effort d'insertion avec un sous-traitant, l'entreprise titulaire reste responsable de la bonne exécution et de la transmission adéquate d'informations. Les pénalités sont supportées par l'entreprise titulaire. Il est de la responsabilité de l'entreprise de prévoir les dispositions dans le contrat de sous-traitance pour responsabiliser le sous-traitant.

## **8 PREPARATION - ORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8.1 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, la période de préparation est fixée à 7 semaines , elle débute avec la notification du marché ou par défaut l'ordre de service de commencement des prestations.

L'entrepreneur dressera un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

### **8.2 MESURES D'ORDRE SOCIAL – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés en-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

## 8.3 ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

### 8.3.1 Installations à réaliser par le titulaire

Les installations à charge du titulaire sont décrites au C.C.T.P.

### 8.3.2 Emplacements mis à disposition pour déblais

Aucun dépôt de déblais en excédent ne sera toléré sur le chantier. Tous les déblais en excédent seront évacués en décharge par le titulaire et à ses frais.

Sont considérés comme des déblais en excédent les déblais qui ne peuvent servir dans le cadre de la mise en remblais dans les emprises du chantier ou évacués.

Le Titulaire est autorisé à créer un stock tampon lorsque celui-ci est nécessaire à la réalisation des travaux objet du marché et dans la mesure où la présence de ce stock ne porte pas préjudice à la sécurité ou à la circulation du chantier.

### 8.3.3 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

#### A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont celles indiquées dans le Code du travail

#### B) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 (version consolidée du 24 mars 2008).

#### C) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

## 8.4 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### 8.4.1 Dispositions générales :

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

## 9 CONTROLE DE RECEPTION DE TRAVAUX

### 9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du C.C.A.G. et énoncées ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, les premiers essais, définis par le maître d'ouvrage seront à sa charge. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront

à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par le maître d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

## 9.2 RECEPTION

Par dérogation aux articles 41.1 et suivants du C.C.A.G. Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché ou du lot considéré ; elle prend effet à la date de cet achèvement.
- Le maître d'ouvrage est avisé par le(s) titulaire(s) de chaque lot de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, l'attention du titulaire est portée sur le fait qu'il ne pourra solliciter la réception des travaux et la réalisation des OPR sans avoir fourni préalablement une première version du DOE. Le maître d'œuvre pourra donc refuser toute demande d'OPR en l'absence dudit document.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et essais définis aux articles mentionnés du C.C.T.P.

Concernant les réceptions partielles, les dispositions de l'article 42.1 du CCAG sont applicables.

## 9.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'ouvrage dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- le programme et le calendrier réel d'exécution,
- les plans et notes de calculs mis à jour,
- les fiches techniques des matériaux mis en œuvre,
- les comptes-rendus d'incidents et les calculs éventuels les accompagnants,
- le P.A.Q. accompagné de tous les résultats des contrôles, épreuves et essais divers,

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis :

- En version provisoire au moins 7 j avant la date des OPR fixée par le maître d'œuvre ;
- En version définitive dans les 45 j qui suivent les OPR.

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format Word, Excel ou PDF.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format dwg ou PDF. Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un reproductible.

Ils pourront être remis sur support informatique (CD, DVD, autres). Peut-on toujours les lire sur ces supports ?

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G. sauf les stipulations ci-dessous :

Le titulaire veillera à appliquer les chartes graphiques du maître d'ouvrage ou des établissements concernés par les documents et livrables à communiquer.

## 9.4 DELAIS DE GARANTIE

Les délais de garantie applicables aux réceptions partielles courront à compter de la date de réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.

Quelles que soient les modalités de réception, le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la réception du dernier ouvrage.

## 9.5 ASSURANCES

### 9.5.1 Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurances de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat, du fait des personnes dont il est responsable et/ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature, environnementaux, corporels, matériels ou immatériels, causés aux tiers, y compris les co- contractants.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

### 9.5.2 Responsabilité civile décennale

Le titulaire devra notamment justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants, et 2270 du Code civil. Il s'engage à obtenir de ses assureurs la renonciation à toute règle proportionnelle.

Le titulaire s'engage à maintenir les polices d'assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le titulaire informera le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurances. Il informera le maître d'ouvrage des déclarations qu'il effectuera auprès de son propre assureur au titre de l'opération.

Le titulaire devra fournir avant notification de son marché, une attestation de sa compagnie d'assurances justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

Il devra également fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final et au début de chaque année pendant laquelle se poursuit l'exécution de son marché.

Il devra s'il y a lieu, sans rémunération complémentaire, souscrire une police complémentaire si le maître d'ouvrage compte tenu de risques particuliers de l'opération, estime que la garantie est insuffisante. Le maître d'ouvrage en avertit le titulaire par ordre de service, la production de l'attestation d'assurance correspondante devant intervenir avant la remise du premier décompte périodique

### 9.5.3 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du mandataire du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

### 9.5.4 Justificatifs de polices d'assurances

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants, les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

## 9.6 RESILIATION – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 49 à 54 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

### 9.6.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

### 9.6.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 et suivants du CCAG travaux avec les précisions suivantes

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- en cas de non respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du Code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et s, et articles L2141-7 et s du Code de la commande publique, fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

Il est rappelé qu'en cas de résiliation pour faute, le maître d'ouvrage pourra prononcer la résiliation aux frais et risques du titulaire.

### 9.6.3 Mesures coercitives

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG travaux, lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un nouveau mandataire
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité

## 10 CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre, au sens de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, des clauses de réexamen suivantes.

### 10.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire au moment de sa réponse à la consultation.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

### 10.2 REMPLACEMENT DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT EN COURS D'EXECUTION

Les modalités de substitution prévues par l'article REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN

NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

### 10.3 TRAVAUX INDISPENSABLES A LA REALISATION DE L'OUVRAGE / DECISION DE POURSUITE

Il est convenu entre les parties que les travaux portant strictement sur des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage feront l'objet d'un avenant sur le fondement de la clause de réexamen. Les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage font l'objet :

- De l'application des prix de la DPGF ;

### 10.4 EXECUTION COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS DU CONTRAT

Conformément aux articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut demander au titulaire, des prestations supplémentaires lorsqu'elles sont devenues nécessaires et ne figurent pas dans le marché initial, à hauteur de 50 % du montant global.

Les prix indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire seront utilisés pour rémunérer ces prestations.

Si les nouvelles prestations ne figurent pas dans cette décomposition, la procédure des prix nouveaux sera appliquée.

## 11 CLAUSES SOCIALES

### 11.1 CLAUSES SOCIALES

#### 11.1.1 Obligations du titulaire relatives à l'usage du français sur le chantier.

Afin de garantir la sécurité des travailleurs et visiteurs sur le chantier, ainsi qu'une parfaite compréhension des directives de la direction technique des travaux, l'ensemble des intervenants présents sur le chantier devra comprendre et s'exprimer en français. En cas d'impossibilité, le titulaire sera tenu, après information préalable du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, de veiller à la mise en œuvre de tous les moyens de traduction dans les langues concernées. Ces moyens devront être suffisamment adaptés pour que soit possible une bonne compréhension par tous les intervenants des règles, directives et consignes permettant de garantir la sécurité sur le chantier pendant toute sa durée afin de satisfaire à l'obligation mentionnée au précédent alinéa.

Cette prise en charge se fera aux seuls frais du titulaire.

En cas de carence constatée de l'entreprise titulaire, et après notification d'une demande de mise en conformité restée infructueuse, les frais de mise en œuvre pourront, au choix du maître d'ouvrage, soit être comptabilisés comme pénalités au titre de l'article du CCAP, soit provoquer la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. »

#### 11.1.2 Obligations du titulaire relative à l'insertion professionnelle

**Le présent marché comporte une clause d'insertion professionnelle détaillée dans le CCAP spécifique insertion professionnelle qui déroge aux dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux.**

## 12 Clause BEGES : Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre et du plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'[article L.229-25 du code de l'environnement](#) afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le



contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial. »

## 13 CESSION-NANTISSEMENT

Par application des articles L.2191-8 et R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique, le marché sera susceptible d'être cédé ou donné en nantissement.

Conformément à la règle précitée, le titulaire recevra du Maître d'Ouvrage un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par l'arrêté du 28 août 2006, s'il en fait la demande.

## 14 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### 14.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

### 14.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire a l'obligation d'informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer.

Le titulaire du marché doit mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel. Il les fera connaître à l'acheteur.

L'acheteur, quant à lui met en œuvre la réglementation dans le cadre de son dispositif interne relatif au RGPD.



En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG PI.

## 15 DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.

Les articles 45 à 48 du CCAG travaux s'appliquent.

### 15.1 REVENDICATION DES TIERS

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications de tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle à l'occasion de l'exécution des prestations. Le titulaire fait son affaire d'obtenir, des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes, et plus généralement des concepteurs, qu'ils soient ou non ses employés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution des prestations.

## 16 REGLEMENT DES LITIGES – PROCEDURES CONTENTIEUSES – ARBITRAGE

Les dispositions de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire ou l'acheteur peut soumettre tout différend au comité consultatif de règlement amiable des litiges ou au médiateur des entreprises dans les conditions de l'article 55.2 du CCAG travaux.

A défaut de règlement amiable, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière : Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette - BP 24111 - 44041 NANTES CEDEX 1  
Tél : 02 40 99 46 00 - Télécopie : 02 40 99 46 58 - Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr) –  
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr>

## 17 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP par lesquels sont introduites des dérogations	Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé ou complété
2	4.1
3.5	15.4.3 – 14.2.2
4.4	12.3.2
4.5	12.4.4
8.2	18.2.3
8.3	19.2 – 19.2.4
8.3.3.8	19.2.4
12.1.2	20.1
9.1	28.1
10.2	41.1
10.3	40
10.6.2	52.1
10.6.3	52.7.2 - 52.7.3